

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 168
5 mai 2010

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Comme l'a fait le congrès départemental de l'Hérault, les congrès départementaux, le congrès national du SNUIPP doivent se prononcer :

Retrait du projet de contre réforme des retraites du gouvernement Sarkozy Fillon ! Rupture immédiate de la concertation !

Cette lettre de liaison s'adresse plus particulièrement aux professeurs d'Ecole et adhérents du SNUIPP, alors que se tiennent les congrès départementaux préparatoires au congrès national de Brive le mois prochain. Naturellement pour les professeurs d'école comme pour tous les travailleurs, l'enjeu principal de ce congrès tient à la place qu'occupera le SNUIPP face à la contre réforme des retraites. Tant il est vrai que l'issue de cette bataille détermine largement les autres, en particulier la possibilité de mettre en échec le gouvernement sur le nouveau statut de directeur d'école qu'il prépare.

Les résolutions adoptées par le congrès départemental de l'Hérault montrent dans quel sens doit s'engager le combat. Cette lettre de liaison les publie ainsi que les contributions des militants Front Unique à la préparation du congrès. N'hésitez pas à faire connaître largement cette lettre de liaison auprès des collègues que vous connaissez !

Le congrès départemental du Snuipp34 reprend à son compte la motion du conseil syndical du 6 avril 2010 sur la question des retraites (Montpellier, le 29 avril – 15 pour, 1 contre, 8 abstentions)

Motion du conseil syndical du Snuipp34 (6 avril 2010)

Sarkozy et Fillon l'ont affirmé : la contre-réforme des retraites qu'ils préparent est LA réforme de 2010. La méthode et le calendrier sont parfaitement connus. Remise du rapport du Conseil d'Orientation des Retraites le 14 avril et ouverture de la concertation sur la contre-réforme des retraites.

La remise en cause de nos acquis ne se discute pas, elle se combat avec détermination ! Aussi, le conseil syndical du Snuipp34 s'adresse solennellement à la direction nationale de notre syndicat et à celle de notre fédération :

- pour qu'elles s'opposent à toute concertation avec le gouvernement sur sa contre-réforme des retraites.
- pour qu'elles s'adressent aux fédérations enseignantes et de la fonction publique et aux confédérations ouvrières pour qu'elles réalisent un front uni contre la contre-réforme gouvernementale des retraites et pour la défense de nos acquis.

Le conseil syndical du Snuipp34 se prononce clairement :

- Pour le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans (55 pour les ayant droit)
- Contre tout allongement de cotisation (Pas un trimestre de plus !)
- Pour la défense du Code des pensions et de ses particularités (Maintien du calcul des pensions sur la base de l'indice atteint 6 mois avant le départ en retraite)
- Maintien des pensions des fonctionnaires d'Etat dans le budget de l'Etat (Pas de création de caisse de retraites pour les fonctionnaires d'Etat).

(8 pour, 2 contre, 4 refus de vote)

Motion adoptée par le congrès départemental du Snuipp 34 (Unanimité moins une abstention)

Contre les chefs d'établissement et les EPEP dans les écoles primaires, refus d'un statut pour les directeurs, pas de transformation des écoles en établissements publics

Après le renforcement du pouvoir des Présidents d'université et des chefs d'établissement du second degré, le gouvernement n'a pas renoncé à la mise en place d'établissements publics d'enseignement primaire (EPEP) dans le 1^{er} degré. Chatel a déclaré à l'Assemblée Nationale que cela devait passer par le changement de statut des directeurs d'école. De façon provocatrice, le gouvernement a nommé le député Reiss, auteur du projet de loi sur les EPEP pour mener une mission et lui fournir un rapport sur la direction d'école.

Il s'agit pour le gouvernement d'aboutir à une modification radicale du fonctionnement des écoles en dotant les directeurs d'école d'un statut spécifique.

Ceux-ci, investis d'une autorité hiérarchique, seraient chargés d'imposer aux enseignants la politique gouvernementale de casse de l'école.

Ils seraient aussi amenés à œuvrer à la création d'EPEP où les enseignants se verraient placés sous la tutelle d'un conseil d'administration dominé par les élus municipaux et les représentants des parents d'élèves.

Le congrès national du Snuipp, réuni à Brive, rejette clairement et nettement l'instauration d'un statut pour les directeurs qui les conduirait à devenir des chefs d'établissement.

Tout aussi nettement, le congrès s'oppose à la transformation des écoles primaires en établissements publics dotés d'un statut juridique, quelque soit leur nom. Pour bien marquer son opposition, le congrès refuse toute concertation sur de tels projets et œuvrera à la constitution d'un front des syndicats enseignants pour en obtenir le retrait pur et simple.

Motion adoptée par le congrès départemental du Snuipp 34 (Unanimité moins une abstention)

Pour l'abrogation de la loi SMA, refus de la déclaration préalable de grève

Le congrès national caractérise la loi sur le service minimum d'accueil (SMA) comme la pire attaque contre le droit de grève que nous ayons eu à subir depuis des décennies.

D'abord la mise en place d'un service d'accueil les jours de grève vise à amoindrir considérablement la portée et les effets de la grève des enseignants des écoles.

Mais plus encore, c'est l'obligation qui est faite aux enseignants de se déclarer grévistes au moins 48 heures avant le jour de grève qui concentre le caractère antidémocratique de cette loi. Contraindre un enseignant à déclarer à son supérieur hiérarchique son intention de faire grève, c'est individualiser l'exercice d'un droit collectif et de ce fait, c'est entraver sérieusement l'exercice de ce droit qui a été conquis de haute lutte par nos anciens.

Le congrès national se prononce de la façon la plus nette pour l'abrogation de la loi SMA.

Dans ce but, le congrès national décide de combattre l'obligation de déclaration préalable qui est la clef de voûte du SMA en lançant désormais la consigne à tous les enseignants des écoles :

"Refusez la déclaration préalable de grève à votre hiérarchie. Maintenez votre attitude antérieure d'information aux familles."

Le Snuipp propose aux autres syndicats d'adopter la même position.

Dès à présent, le syndicat mènera une grande campagne d'information et de mobilisation pour assurer le succès de cette consigne le jour venu.

Contribution générale du courant Front Unique : Pour briser l'offensive du gouvernement Sarkozy Fillon, rupture de la concertation !

La crise du capitalisme fait rage. La Grèce, le Portugal, l'Espagne sont au bord de la banqueroute, croulant sous la dette. Le seul "remède" des gouvernements, ce sont des coups d'une violence sans précédent depuis des décennies. Partout, dépenses publiques et fonctionnaires sont la cible, avec baisse des salaires.

Voilà ce qui est à l'ordre du jour dans toute l'Europe. Voilà le contenu même du projet de "réforme" des retraites du gouvernement Sarkozy-Fillon.

La responsabilité de notre congrès c'est d'être un point d'appui pour s'opposer à cette offensive.

Or la direction de notre syndicat, avec celle de la FSU, pratique un "dialogue" permanent avec le gouvernement, discute avec lui de la mise en œuvre de sa politique.

Le "dialogue social" : c'est l'unité avec un Chérèque qui accepte publiquement l'allongement de la durée de cotisation, c'est le "débat" avec le gouvernement pour emmener celui-ci dans un fauteuil jusqu'au dépôt de son projet de loi.

Le bilan de ce "dialogue social", les enseignants le connaissent. Pas une des attaques portées depuis trois ans contre nous n'a été menée sans de larges concertations :

- La mise en œuvre de l'aide personnalisée permise par la signature par G. Moindrot d'un protocole de discussion avec Darcos.

- Le SMA, arme anti-grève, dont la direction du SNUipp a négocié la mise en œuvre en ne donnant jamais la consigne de s'y opposer.

- La "réforme" de la formation des maîtres, dont l'avancement s'est réalisé au fil de la tenue des réunions de concertation.

Qu'en sera-t-il sur les Epep et le projet de statut de directeurs dotés de pouvoirs hiérarchiques ? Quand on voit la direction du SNUipp avoir comme préoccupation essentielle de "*dépasser le statu quo*" (textes préparatoires), on voit bien que c'est ouvrir la porte au gouvernement !

Au contraire, pour briser l'offensive sur les retraites, pour s'opposer aux Epep et à un statut pour les directeurs, la première décision du congrès doit être de décider la rupture des discussions, tractations, consultations, avec ce gouvernement haï par les travailleurs.

Au cadre actuel de "l'intersyndicale", dont l'orientation est donnée par Chérèque, l'arbin de Sarkozy, la direction du SNUipp doit opposer la nécessité d'un véritable front uni des organisations syndicales sur une base claire :

- retrait et abrogation des contre-réformes Sarkozy, à commencer par le SMA et la réforme Darcos du primaire,
- arrêt total des suppressions de postes,
- rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000.

Sur ces revendications, les collègues seraient partants et leur mouvement pourrait imposer le front uni de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, ouvrant la possibilité de chasser ce gouvernement.

Aujourd'hui la question des retraites concentre tout.

Le SNUipp, la FSU doivent dire : **retrait de la contre-réforme Sarkozy des retraites ! Pas un trimestre en plus ! Ne touchez pas au Code des pensions !**

La première urgence pour atteindre cet objectif, c'est de quitter immédiatement les discussions thématiques et les "sommets sociaux" qui n'ont comme objectif que de permettre au gouvernement d'avancer.

C'est ce que la tendance Front Unique défend avec constance dans toute la FSU, et c'est autour de cet axe qu'aujourd'hui il faut intervenir, pour briser le dialogue social mortifère entre la direction de la FSU et le gouvernement.

Organisons ensemble ce combat ! (www.frontunique.com / mel@frontunique.com)

Pour empêcher le gouvernement Sarkozy-Fillon d'attaquer nos retraites, ni débat, ni concertation, ni dialogue avec lui ! Que notre congrès appelle au front uni des syndicats contre lui.

Le gouvernement veut remettre en cause la durée de cotisation, l'âge de départ à la retraite, le calcul des pensions pour les fonctionnaires. Du "diagnostic partagé" émis par le COR, aux concertations multiples, combinés au matraquage des "experts" et des médias, il s'agit d'aboutir aux positions des capitalistes : travailler plus longtemps pour des retraites moindres.

Jusqu'à présent, les dirigeants des syndicats se sont coulés dans le cadre gouvernemental en maintenant leur participation au COR et en acceptant toutes les concertations avec le gouvernement. Surtout, en avançant la nécessité d'une réforme des retraites, ils ouvrent la voie à celle du gouvernement.

C'est aidé par la "concertation" que le gouvernement a pu imposer les plus grands reculs. Ainsi, dans l'enseignement, il y a un an, les directions de la Fsu et du Snes, mais aussi celle de notre syndicat, ont refusé d'exiger le retrait pur et simple du projet de contre-réforme de la formation des maîtres alors que telle était la revendication des personnels mobilisés de la Maternelle à l'Université. Pendant des mois, pratiquant une concertation suivie avec le ministère, elles ont mis en avant le fait que cette "réforme" scélérate comporterait des aspects positifs comme l'élévation du niveau de formation ou la mastérisation. On voit ce qu'il en est avec son application : des jeunes sans formation vont se trouver en responsabilité dans les établissements scolaires dès le premier trimestre et des étudiants auront à les remplacer par période.

Notre section départementale a adopté ces trois dernières années des positions correctes (aide personnalisée, SMA, formation des maîtres) qu'elle a ensuite relayées dans les Conseils nationaux. Mais, souvent, ces positions étaient trop tardives pour peser efficacement sur l'orientation nationale de notre syndicat.

Sachons sur la question des retraites être à l'heure pour pouvoir changer le cours des choses. Notre dernier conseil syndical a adopté la motion qui suit sur les retraites. Notre congrès départemental doit constituer une délégation pour le congrès national qui devra œuvrer à ce que la rupture avec le gouvernement et le combat contre lui deviennent les positions de notre syndicat.

Sans la concertation et face à un front uni sur la question des retraites, le gouvernement Sarkozy-Fillon, affaibli par les résultats des élections régionales, peut et doit subir une défaite.

À nous de tout faire pour permettre cela.

Yves Ankaoua (conseiller syndical – Cdfd et Cdfn de la FSU pour le courant *Front unique*)

Quelles leçons tirer de la défaite sur la formation des maîtres ?

Le rejet de la contre-réforme de la formation des maîtres a été un enjeu central du combat des enseignants-chercheurs l'an dernier. Ce combat aurait pu permettre que se réalise l'unité de toutes les catégories d'enseignants avec les étudiants.

Cette "réforme", au nom de l'élévation du niveau de recrutement, signifie:

- La liquidation pour l'essentiel de l'année de stage post-concours,
- La création d'une armada de dizaines de milliers de stagiaires étudiants prenant les classes en responsabilité 108 heures dans l'année pour 300 euros par mois, la liquidation des IUFM et en fait de toute formation professionnelle réelle, donc la remise en cause du statut de tous les enseignants.
- La constitution d'un réservoir de milliers de précaires, titulaires d'un master d'enseignement, mais non du concours.

C'est pourquoi, dès mars 2009, en pleine lutte des enseignants-chercheurs et des étudiants, le courant Front Unique déposait une motion demandant que la direction de la FSU se prononce pour le retrait de la réforme. Cette motion a été rejetée.

Pire, deux mois plus tard, au CTPM du 28 mai 2009, les représentants de la FSU se sont abstenus sur le projet de décret sur la formation, provoquant ainsi la colère de nos collègues. Alors le gouvernement s'est senti les mains libres pour faire passer les décrets au cours de l'été 2009.

La direction du SNUIPP, malgré la position de retrait de la réforme adoptée au Conseil national, a enlevé toute portée à cette position en se rendant à toutes les discussions de mise en place de la réforme de juillet à décembre.

La défaite sur la formation des maîtres est-le résultat direct du refus de la direction de la FSU d'exiger le retrait de cette réforme, du refus de la FSU et de ses syndicats dont le SNUIPP de boycotter les groupes de travail qui permirent sa mise en place. **Cette tactique du dialogue social chère à Sarkozy permettant d'associer les directions syndicales à la mise en place des contre-réformes ne peut, si elle n'est pas combattue, mener qu'à de nouvelles défaites.**

Alors que se prépare la plus importante contre réforme du gouvernement Sarkozy-Fillon sur les retraites, il faut tirer les leçons de la défaite sur la formation des maîtres. Ainsi la direction du SNUIPP doit se prononcer pour le refus de toute participation aux discussions sur la réforme des retraites et exiger que la FSU quitte le COR, qu'elle se prononce pour la défense du code des pensions et de tous les acquis subsistant en matière de retraite.

BERNARD Denis élu Front Unique CDFD 54

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com